

REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE VILLIERS EN PLAINE

DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

Août 2023

SOMMAIRE

Préambule	3
• Contexte et objet de l'étude	3
• Présentation générale	4
.1. Règlements	4
.2. Cadre Socio-Economique	8
.2.1. Population	8
.2.2. Habitat	8
.2.3. Zones protégées – Zones de production	8
.3. Système d'assainissement collectif existant	9
.1. Carte d'aptitude des sols	9
.2. Présentation synthétique du zonage proposé	9
• Assainissement collectif	10
Zones concernées	10
Organisation du service public d'assainissement collectif	10
Obligation des particuliers raccordés au réseau collectif	10
• Assainissement non collectif	10
Zones concernées	10
Description des filières d'assainissement non collectif	10
Organisation du service d'assainissement non collectif	11
• Conclusion	12
ANNEXES	13

Préambule

Les cartes de zonage d'assainissement ont été réalisées, entre autres, au regard du futur PLUi-D.

Celui-ci a été arrêté le 27 mars 2023 et est actuellement en phase de validation. Une enquête publique est prévue en septembre 2023 pour une approbation envisagée début 2024.

Le PLUi-D n'étant pas encore approuvé, des modifications éventuelles de zonage peuvent encore survenir suite aux remarques reçues des communes, des institutionnels et des habitants au cours de l'enquête publique.

C'est pourquoi, s'il y a un changement de zonage induisant une modification de la constructibilité entre le début de la procédure de révision du zonage d'assainissement et l'approbation du PLUi-D, des ajustements pourront être réalisés avant les délibérations d'approbation des PLUID/zonages d'assainissement, pour une cohérence parfaite de nos politiques publiques :

- Si une parcelle devient non constructible : pas d'assainissement collectif
- Si une parcelle devient constructible : l'assainissement collectif sera alors étudié. Ainsi, dans l'hypothèse où les parcelles contiguës sont déjà situées en zonage collectif et desservies (ou possibilité de desservir en respectant le ratio déterminé dans la programmation pluriannuelle des investissements) et que la capacité de la station d'épuration le permet, elle pourra également être ajoutée au zonage d'assainissement collectif définitif

• Contexte et objet de l'étude

La Communauté d'Agglomération du Niortais (CAN) a réalisé le zonage d'assainissement en 2004 de la commune de Villiers en Plaine en classant la quasi-totalité du territoire communal en zone d'assainissement collectif.

- Considérant que le zonage d'assainissement n'est pas un document figé, mais un outil d'aide à la décision et de planification qui tient compte des contraintes et évolutions environnementales réglementaires, technologiques, de territoire (en particulier urbanisation), et financières ;

- Considérant l'évolution des solutions d'assainissement non collectif depuis 10 ans, permettant de trouver des dispositifs adaptés dans presque tous les cas (parcelle de taille réduite, nature du sol « défavorable ») ;

- Considérant sur certains secteurs des extensions de réseau d'assainissement collectif, il est proposé de réviser le zonage d'assainissement de la commune de Villiers en Plaine.

Le rapport est constitué de la présente notice et de la carte de zonage d'assainissement ainsi que du relevé parcellaire.

- Présentation générale

- .1. Règlementation

Traduction en droit français de la directive Européenne du 21 mai 1991 et évolution de la loi du 3 Janvier 1992, la Loi sur l'Eau et les milieux Aquatiques du 30 décembre 2006 et la loi du 12 juillet 2010 (dite loi Grenelle 2) codifiée aux articles L210 et suivants du Code de l'Environnement, confient aux maires de nouvelles compétences et obligations, à travers les articles suivants :

- **ARTICLE 54, PORTANT MODIFICATION DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES :**
- **ARTICLE L.224 :**

I.- Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées. »

II.- Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L.1331-4 du Code de la Santé Publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature a l'occasion du raccordement de l'immeuble.

Le même article L.2224-8 est complété par un III ainsi rédigé :

III. –Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la commune assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission consiste :

1° Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, a tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, la commune établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;

2° Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, la commune établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement. »

« Les modalités d'exécution de la mission de contrôle, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement. Ainsi que le contenu du document remis au propriétaire à l'issue du contrôle sont définis par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.

« Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans. »

« Elles peuvent assurer, avec l'accord écrit du propriétaire, l'entretien, les travaux de réalisation et les travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif prescrits dans le document contrôle. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif. »

« Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif. »

« Les dispositifs de traitement destinés à être intégrés dans des installations d'assainissement non collectif recevant des eaux usées domestiques ou assimilées au sens de l'article L.214-2 du code de l'environnement et n'entrant pas dans la catégorie des installations avec traitement par le sol font l'objet d'un agrément délivré par les ministres chargés de l'environnement et de la santé. »

Article L.2224-10

Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées.

2° les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif.

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque que la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. Le présent document traite des points 1 et 2, conformément à l'article R2224-8.

ARTICLE 46, PORTANT MODIFICATION DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE :

Article L.1331-1-1 :

« Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire assure l'entretien régulier et qu'il fait périodiquement vidanger par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement. »

« Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la commune et le propriétaire définissant les conditions, notamment financières, de raccordement de ces effluents privés. »

« Le propriétaire fait procéder aux travaux prescrits par le document établi à l'issue du contrôle prévu au III de l'article L.2224-8 du code général des collectivités territoriales, dans un délai de quatre ans suivant la notification de ce document. »

« Les modalités d'agrément des personnes qui réalisent les vidanges et prennent en charge le transport et l'élimination des matières extraites, les modalités d'entretien des installations d'assainissement non collectif et les modalités de l'exécution de la mission de contrôle ainsi que les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement présentés par les installations

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU NIORTAIS
REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE VILLIERS EN PLAINE
DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

existantes sont définies par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement. »

Article L.1131-11 : Les agents des services d'assainissement ont accès aux propriétés privées :
« 1° Pour l'application des articles L.1331-4 et L.1331-6 ;

« 2° Pour procéder à la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif prévue au III de l'article L.2224-8 du code général des collectivités territoriales ;

« 3° Pour procéder à l'entretien et aux travaux de réhabilitation et de réalisation des installations d'assainissement non collectif en application du même III ;

« 4° Pour assurer le contrôle des déversements d'eaux usées autres que domestiques.

« En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions visées au 1°, 2° et 3° du présent de l'article, l'occupant est astreint au paiement de la somme définie à l'article L.1331-8, dans les conditions prévues par cet article ».

« 12° - Après le même article L.1331-11, il est inséré L.1331-11-1 ainsi rédigé :

« Lors de la vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif effectué dans les conditions prévues au II de l'article L.1331-1-1 du présent code et daté de moins de trois ans au moment de la signature de l'acte de vente est joint au dossier de diagnostic technique prévu aux articles L.271-4 et L.271-5 du code la Construction et de l'Habitation. »

Si le contrôle des installations d'assainissement non collectif effectué dans les conditions prévues au II de l'article L.1331-1-1 du présent code est daté de plus de trois ans ou inexistant, sa réalisation est à la charge du vendeur. »

Conformément toutefois aux dispositions finales de la loi (article 102), cet article L.1331-11-1 du Code de la Santé Publique entre en vigueur le 1er janvier 2011.

Article L111-4 du Code de l'Urbanisme.

Peuvent toutefois être autorisés en dehors des parties urbanisées de la commune :

1° L'adaptation, le changement de destination, la réfection, l'extension des constructions existantes ou la construction de bâtiments nouveaux à usage d'habitation à l'intérieur du périmètre regroupant les bâtiments d'une ancienne exploitation agricole, dans le respect des traditions architecturales locales ;

2° Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées, à la réalisation d'aires d'accueil ou de terrains de passage des gens du voyage, à la mise en valeur des ressources naturelles et à la réalisation d'opérations d'intérêt national ;

3° Les constructions et installations incompatibles avec le voisinage des zones habitées et l'extension mesurée des constructions et installations existantes ;

4° Les constructions ou installations, sur délibération motivée du conseil municipal, si celui-ci considère que l'intérêt de La commune, en particulier pour éviter une diminution de la population communale,

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU NIORTAIS
REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE VILLIERS EN PLAINE
DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

le justifie, dès lors qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à la salubrité et à la sécurité publiques,

Qu'elles n'entraînent pas un surcroît important de dépenses publiques et que le projet n'est pas contraire aux objectifs visés à l'article L. 101-2 et aux dispositions des chapitres I et II du titre II du livre Ier ou aux directives territoriales d'aménagement précisant leurs modalités d'application.

D'AUTRES POINTS DES TEXTES D'APPLICATION DE LA LOI SUR L'EAU CODIFIEE SONT EGALEMENT A NOTER :

L'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixe les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectifs recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1.2 kg/j de DBO5, et l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

L'arrêté du 21 Juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute inférieure ou égale à 1.2 kg/j de DBO5

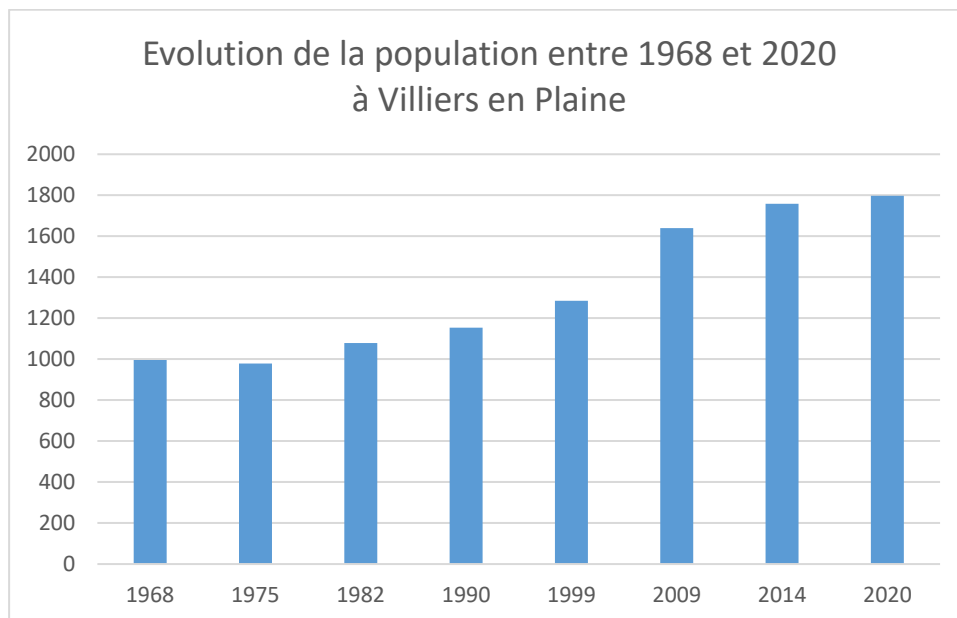
La révision du zonage d'assainissement, tout comme le zonage initial, fait l'objet d'une enquête publique dont les modalités sont décrites aux articles L123-1 et suivants du Code de l'Environnement.

.2. Cadre Socio-Economique

.2.1. Population

D'après le dernier recensement INSEE de 2020, la commune de Villiers en Plaine, compte 1798 habitants.

Entre 1968 et 2020, la population a augmenté de 45%.



.2.2. Habitat

La commune de Villiers en Plaine présente les caractéristiques suivantes :

	Nombre de résidences			
	Principales	Secondaires	Vacantes	Totales
1968	287	24	11	322
2020	691	20	49	760

.2.3. Zones protégées – Zones de production

Zone Natura 2000

Il existe 1 zone Natura 2000 sur la commune de Villiers en Plaine :

N° 013 : Plaine de Niort Nord-Ouest

Il existe 1 ZNIEFF de type II :

N° 446 : Plaine de Niort Nord-Ouest

Il n'existe pas de ZNIEFF de type I.

Périmètre de protection de captage :

Il n'existe de captage d'adduction d'eau publique, sur la commune de Villiers en Plaine.

.3. Système d'assainissement collectif existant

⇒ Réseau :

- Secteur(s) desservi(s) : la grande majorité du bourg de Villiers en Plaine
- Longueur : 7,9 km dont 3,5 km en refoulement.
- type : 100% séparatif.

⇒ Station d'épuration :

Il n'existe pas de station d'épuration sur la commune, cependant il existe une station à Saint Maxire qui récole les eaux usées de Villiers en Plaine :

- Filière eau : boues activées aération prolongée
- Filières boues : Filtres plantés de roseaux
- Date de mise en service : 2013
- Capacité nominale : 2800 EH
- Abonnés sur la commune : 500
- Point de rejet : Sèvre Niortaise

.1. Carte d'aptitude des sols

La carte d'aptitude des sols a été réalisée lors du premier zonage d'assainissement de la commune.

Voir Annexe 1 : étude des sols

.2. Présentation synthétique du zonage proposé

La Communauté d'Agglomération de Niort a réalisé une étude patrimoniale de l'assainissement non collectif à l'échelle du bâti sur son territoire, permettant de définir précisément les parcelles où l'assainissement est impossible ou très complexe (exemple : surface non bâti < 50 m²)

Elle a par ailleurs défini de nouvelles règles d'extension des réseaux d'assainissement.

➤ Assainissement collectif

Le nombre de logements concernés dans une même rue, la proximité du réseau collectif, les contraintes de réalisation de l'assainissement non collectif dans les différents secteurs ci-dessus, ont incité les élus à y retenir l'assainissement collectif.

Annexe 2 : Parcelles en assainissement collectif

➤ Assainissement non collectif

Les logements épars sur le reste du territoire communal et/ou les logements ayant des surfaces de parcelle suffisantes pour l'assainissement non collectif ont été maintenus en zone d'assainissement non collectif. Quelques maisons nécessitant de longs linéaires de desserte ont été retirées du zonage d'assainissement collectif. La taille des parcelles concernées est compatible avec l'assainissement non collectif. Une attention particulière sera apportée (en particulier lors des ventes) aux quelques parcelles où l'ANC est réalisable avec des contraintes très fortes (parcelles G 899)

Annexe 3 : Parcelles en assainissement non collectif

➤ Plan de zonage

La délimitation détaillée du zonage est présentée sur le plan joint au dossier (*cf. annexe 4*)

• Assainissement collectif

Zones concernées

Les zones déjà desservies par un réseau d'assainissement collectif.

Organisation du service public d'assainissement collectif

Pour les zones d'assainissement collectif, le code général des collectivités territoriales précise que les communes, ou leurs groupements, sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées.

Les communes ou leurs groupements doivent donc prendre en charge les dépenses liées aux investissements et à l'entretien de ces ouvrages d'assainissement collectif ainsi qu'à la gestion des sous-produits de l'épuration (boues...). Cette tâche incombe dans le cas présent à la Communauté d'Agglomération du Niortais qui détient la compétence assainissement collectif. Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération du Niortais exploite les ouvrages d'assainissement (réseaux et station d'épuration) de Villiers en Plaine en régie (régie à autonomie financières).

Obligation des particuliers raccordés au réseau collectif

Si un réseau collectif "eaux usées" (système séparatif) est posé en limite de son domaine privé, le particulier a l'obligation d'y raccorder toutes ses eaux usées (pas d'eaux pluviales) dans les deux ans qui suivent la pose du réseau.

➤ En contrepartie du service d'assainissement, le particulier est redevable à la Communauté d'Agglomération du Niortais de la Redevance d'assainissement, à compter de la réception des travaux de pose de la canalisation publique et de la boîte de branchement.

➤ Un abonné (par exemple un industriel) qui souhaiterait rejeter des effluents non domestiques au réseau doit d'abord en faire la demande. Dans le cas où celle-ci est acceptée, une convention de rejet, que le particulier s'engage à respecter, sera établie avec l'exploitant du réseau d'assainissement.

• Assainissement non collectif

Zones concernées

Toutes les zones non desservies par un réseau public et où aucune extension n'est prévue.

Description des filières d'assainissement non collectif

Les installations sont composées d'un dispositif de prétraitement et d'une filière de traitement.

L'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 (annexe 1) en décrit précisément les composantes. De façon simplifiée, elles correspondent à :

➤ un prétraitement, normalement constitué d'une fosse toutes eaux, ventilée, de 3 000 litres au minimum pour des logements comprenant jusqu'à 5 pièces principales. Pour des logements plus importants, ce volume doit être augmenté d'au moins 1 mètre cube par pièce supplémentaire.

➤ un traitement, effectué par le sol :

➤ Naturel (celui de la parcelle) si celui-ci le permet.

⇒ **Épandage naturel par tranchée d'infiltration**

(Surface minimale : 20 m², longueur maximale d'une tranchée : 30 m)

➤ De substitution (lit de sable de 70 cm d'épaisseur) dans le cas contraire, avec différentes variantes, sachant que les deux dernières filières sont admises à titre exceptionnel :

- non drainé si le sol a une perméabilité trop élevée (calcaire fissuré) ou insuffisante dans son premier horizon (< 1m) et satisfaisante dans les horizons profonds.

⇒ **Lit filtrant vertical non drainé**

- drainé si le sol de la parcelle est peu ou pas perméable.

⇒ **Lit filtrant vertical drainé**

- en surplomb lorsqu'il existe à faible profondeur, une nappe (saisonnaire ou permanente) ou un substrat rocheux.

⇒ **Tertre d'infiltration**

- (Si le sol en place est imperméable en surface, il faut drainer le tertre).

⇒ **Filières agréés**

Les eaux usées domestiques peuvent être également traités par des installations composées de dispositifs agréés par les ministères en charges de l'écologie et de la santé.

- Ces filières sont drainées avec un rejet au milieu superficiel. Ce dispositif est adapté aux habitations ayant de fortes contraintes de surface. Il existe près de 1050 filières agréées, certaines sont très compactes et s'affranchissent de la nature du sol ou de la présence de nappe.

La liste des filières agréées se trouve sur le site du ministère du développement durable rubrique assainissement non collectif.

Organisation du service d'assainissement non collectif

Le contrôle est une obligation importante faite aux communes par le décret du 3 juin 1994, et l'arrêté du 26 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif. Bien réalisé, il pérennisera les nouvelles installations et engendrera dans de bonnes conditions les réhabilitations de l'existant.

En adhérent à la CAN, qui exerce le compétence assainissement (collectif et non collectif) la commune de Villiers en Plaine a délégué la compétence de contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif à la Communauté d'Agglomération du Niortais qui assure le Service Public de l'Assainissement Non Collectif.

- **Le contrôle :**

Le contrôle se décompose en deux étapes :

- La vérification technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages. Pour les installations nouvelles ou réhabilitées, cette dernière vérification peut être effectuée avant remblaiement ;

- La vérification périodique de leur bon fonctionnement qui porte au moins sur les points suivants :
 - vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et de leur accessibilité,
 - vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,
 - vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse toutes eaux.

Dans le cas d'un rejet en milieu hydraulique superficiel, un contrôle de la qualité des rejets peut être effectué.

- **L'entretien (service facultatif)**

L'article L 2224-8 du CGCT précise que la collectivité peut choisir d'assurer l'entretien de l'assainissement non collectif, cependant la Communauté d'Agglomération du Niortais ne propose pas ce service.

Les modalités d'entretien de l'assainissement non collectif sont fixées par les articles 15 à 16 de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012.

« La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux ou du dispositif à vidanger doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50% du volume utile, sauf mention contraire précisée dans l'avis publié au Journal officiel de la république française conformément à l'article 9».

« L'entretien et la vidange des dispositifs constituant l'installation d'assainissement non collectif se font conformément au guide d'utilisation ... »

- **Conclusion**

La réglementation établit des obligations pour la collectivité et les particuliers, quel que soit le mode d'assainissement considéré.

L'assainissement est un élément de la lutte contre la pollution en général, qu'il convient de ne pas négliger.

En près de 20 ans, de nombreuses solutions d'assainissement non collectif ont vu le jour, des diagnostics réguliers permettent d'en connaître l'état. Par ailleurs les investissements d'assainissement collectif se concentrent sur l'entretien et le renouvellement du patrimoine afin de garantir et d'améliorer les conditions et qualité de collecte et de traitement. Ces évolutions permettent d'étendre les zones d'assainissement non collectif.

La commune de Villiers en Plaine et la Communauté d'Agglomération du Niortais, par le biais de ce dossier d'enquête publique, ont déterminé des zones d'assainissement en tenant compte des divers enjeux et évolutions du territoire, tout en garantissant une maîtrise de la gestion des eaux usées.



ANNEXES

Annexe 1 : Etude des sols.

Annexe 2 : Parcelles en assainissement collectif

Assainissement collectif			
Secteur	Parcelles concernées	Classement zonage	Motif
	La zone déjà desservie par le réseau d'assainissement	Assainissement collectif	
Le Bourg	Section F n°1002, 1018, 1258, 730,	Assainissement collectif	Ajustement technique (parcelle raccordable)
Le Bois Naud	Section C n° 848, 849, 850, 847, 851, 854, 855,	Assainissement collectif	Ajustement technique (parcelle raccordable)
Route de Saint Pompain	Section B n° 946, 945, 842, 943, 1131	Assainissement collectif	Ajustement technique (parcelle raccordable)

Annexe 3 : Parcelle en assainissement non collectif.

Assainissement non collectif			
Secteur	Parcelles concernées	Classement zonage	Motif
Le Bourg	Section F n° 1125, 1209 Section C n° 310	Assainissement non collectif	Assainissement non collectif possible
Le Bourg	Section F n° 621, 660, 661, 662, 682, 681, 680	Assainissement non collectif	Zone non constructible

Annexe 4 : Plan de zonage.

4. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4.1. ZONES CONCERNEES

Elles sont définies sur le plan de zonage ci-joint (annexe 4).

4.2. DESCRIPTION DES FILIERES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Les installations sont composées d'un dispositif de prétraitement et d'une filière de traitement. L'arrêté du 6 mai 1996 (annexe 3) en décrivent précisément les composantes. De façon simplifiée, elles correspondent à :

- ✓ un prétraitement, normalement constitué d'une fosse toutes eaux, ventilée, de 3 000 litres au minimum pour des logements comprenant jusqu'à 5 pièces principales. Pour des logements plus importants, ce volume doit être augmenté d'au moins 1 mètre cube par pièce supplémentaire.
- ✓ un traitement, effectué par le sol :
 - naturel (celui de la parcelle) si celui-ci le permet,
 - ↳ épandage naturel par tranchée d'infiltration

(surface minimale : 20m², longueur maximale d'une tranchée : 30m)

- de substitution (lit de sable de 70 cm d'épaisseur et de 20 m²) dans le cas contraire, avec différentes variantes, sachant que les deux dernières filières sont admises à titre exceptionnel :
 - non drainé si le sol a une perméabilité trop élevée (calcaire fissuré) ou insuffisante dans son premier horizon (< 1m) et satisfaisante dans les horizons profonds,
 - ↳ lit filtrant vertical non drainé
 - drainé si le sol de la parcelle est peu ou pas perméable,
 - ↳ lit filtrant vertical drainé
 - en surplomb lorsqu'il existe à faible profondeur, une nappe (saisonnaire ou permanente) ou un substrat rocheux.
 - ↳ tertre d'infiltration

(si le sol en place est imperméable en surface, il faut drainer le tertre)

4.3. ORGANISATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4.3.1. DESCRIPTIF GENERAL D'UN SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le contrôle est une obligation importante faite aux communes par le décret du 3 juin 1994, et l'arrêté du 6 mai 1996. Bien réalisé, il pérennisera les nouvelles installations et engendrera dans de bonnes conditions les réhabilitations de l'existant.

Les communes, individuellement, ou en adhérant à un établissement public de coopération intercommunal, doivent donc mettre en place un Service public d'assainissement non collectif, qui aura pour mission minimale le contrôle des dispositifs d'assainissement individuel.

Ce service d'assainissement non collectif peut ensuite proposer l'entretien des installations.

➤ LE CONTROLE :

Le contrôle se décompose en deux étapes :

- la vérification technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages. Pour les installations nouvelles ou réhabilitées, cette dernière vérification peut être effectuée avant remblaiement ;
- la vérification périodique de leur bon fonctionnement qui porte au moins sur les points suivants :
 - vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et de leur accessibilité,
 - vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,
 - vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse toutes eaux.

Dans le cas d'un rejet en milieu hydraulique superficiel, un contrôle de la qualité des rejets peut être effectué.

➤ L'ENTRETIEN

L'article 35 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 précise que la collectivité peut choisir d'assurer l'entretien de l'assainissement non collectif.

Les modalités d'entretien de l'assainissement non collectif sont fixées par les articles 5 à 7 de l'arrêté du 6 mai 1996.

Les fréquences de vidanges de boues et de matières flottantes sont les suivantes :

Type d'installation	Fréquence minimale de vidange
Fosse toutes eaux	4 ans
Installation d'épuration biologique à boues activées	6 mois
Installation d'épuration biologique à cultures fixées	1 an

4.3.2. CHOIX DE LA COMMUNE SUR LA NATURE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

La commune de Villiers en Plaine a délégué la compétence de contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif à la Communauté d'Agglomération de Niort qui assure le Service Public de l'Assainissement Non Collectif.

Pour l'instant, ce service public de l'assainissement non collectif est en régie non individualisée ; il est effectif au sens technique et sera mis en place au sens administratif au 1^{er} janvier 2005.

4.4. COUTS DU PROJET

Le coût moyen de la réhabilitation d'un assainissement individuel est estimé à 4 600 € HT, quand celle-ci s'avère nécessaire (dispositif non conforme ou présentant d'importants problèmes de dysfonctionnement). Ce coût estimatif ne tient pas compte d'éventuels problèmes d'accès à la parcelle pour réhabiliter le dispositif : présence de muret, d'arbres, ...

Il est basé sur le coût moyen d'une réhabilitation d'un lit filtrant drainé (correspondant à la majorité des cas) ; il faut prévoir un surcoût d'environ 600 € H.T. dans le cas où un tertre est nécessaire.

Les frais de réhabilitation de l'assainissement non collectif sont à la charge des propriétaires.

Par ailleurs, le coût de fonctionnement de ces dispositifs s'élève à environ 90€ par an (170€ pour les tertres), ce qui correspond à une vidange tous les 4 ans et à l'amortissement de l'investissement.

5. CONCLUSION

La réglementation établit des obligations pour la collectivité et les particuliers, quel que soit le mode d'assainissement considéré.

L'assainissement est un élément de la lutte contre la pollution en général, qu'il convient de ne pas négliger.

La commune de Villiers en Plaine et la Communauté d'Agglomération de Niort, par le biais de ce dossier d'enquête publique, ont déterminé un système d'assainissement adapté techniquement et économiquement à leur territoire et qui permettra de maîtriser à terme les divers rejets d'eaux usées.

Parallèlement aux obligations réglementaires, le zonage de l'assainissement de la commune de Villiers en Plaine se présente donc comme un outil de gestion de l'évolution de son environnement.

ETUDE DE SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

COMMUNE DE VILLIERS EN PLAINE (79)

LEGENDE DE LA CARTE DES SOLS

SUBSTRAT GEOLOGIQUE		HYDROMORPHIE	
K : Calcaire	0 : Sol sec	1 : Sol sec	2 : Sol humide
L : Limon	1 : Sol sec	3 : Sol humide	3 : Sol humide
A : Argiles	2 : Sol sec	4 : Sol humide	4 : Sol humide
C : Couverts	3 : Sol sec	5 : Sol humide	5 : Sol humide

PROFONDEUR D'APPARTENANCE DU SUBSTRAT		TYPE DE SOL	
1 : 0-20 cm	1 : Sol sec	1 : Sol sec	1 : Sol sec
2 : 20-40 cm	2 : Sol sec	2 : Sol sec	2 : Sol sec
3 : 40-60 cm	3 : Sol sec	3 : Sol sec	3 : Sol sec
4 : 60-80 cm	4 : Sol sec	4 : Sol sec	4 : Sol sec
5 : 80-100 cm	5 : Sol sec	5 : Sol sec	5 : Sol sec
6 : au-delà de 100 cm	6 : Sol sec	6 : Sol sec	6 : Sol sec

Exemple : K2bc0

TEST DE PERMEABILITE

LEGENDE D'APTITUDE A L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL

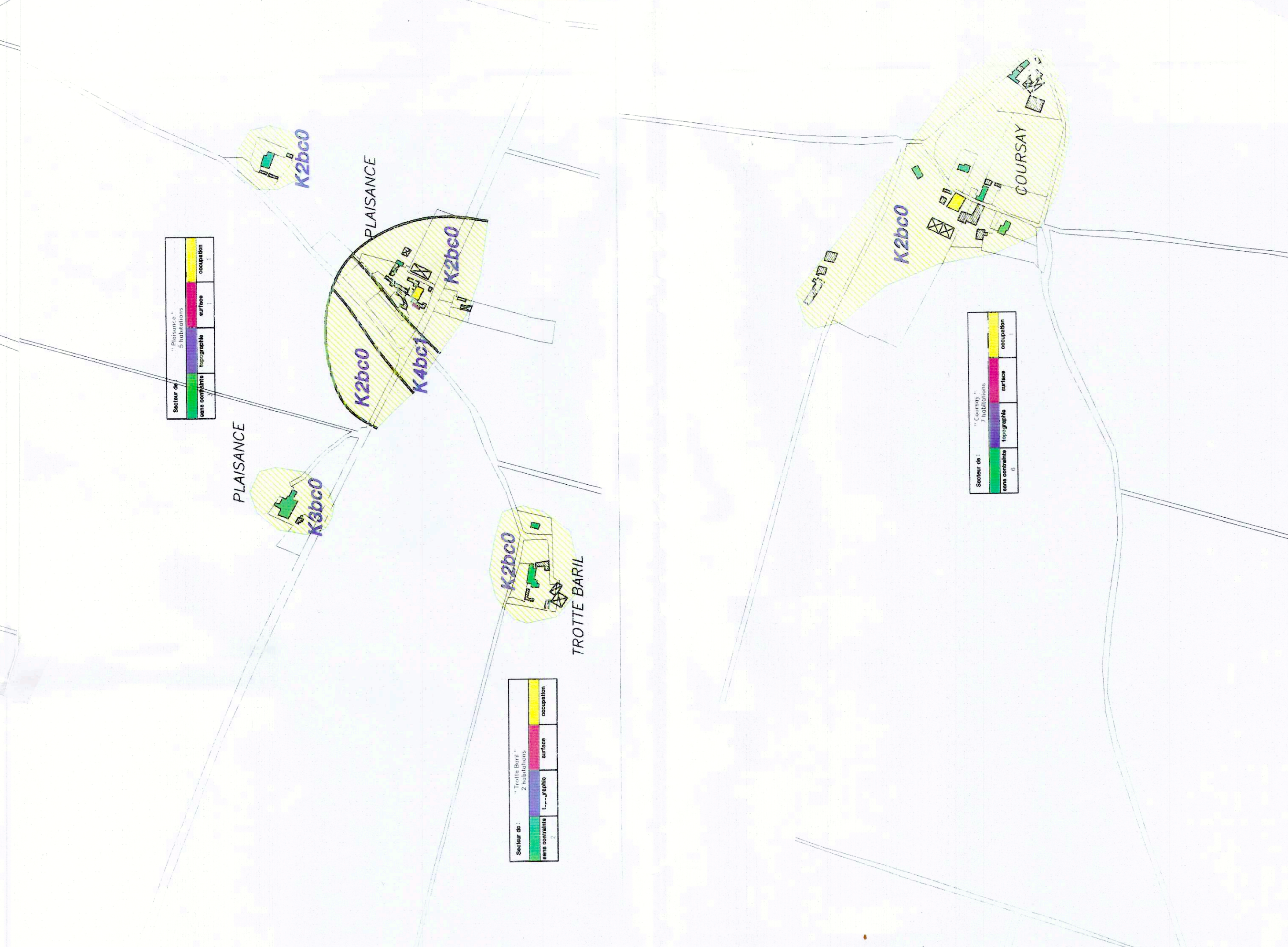
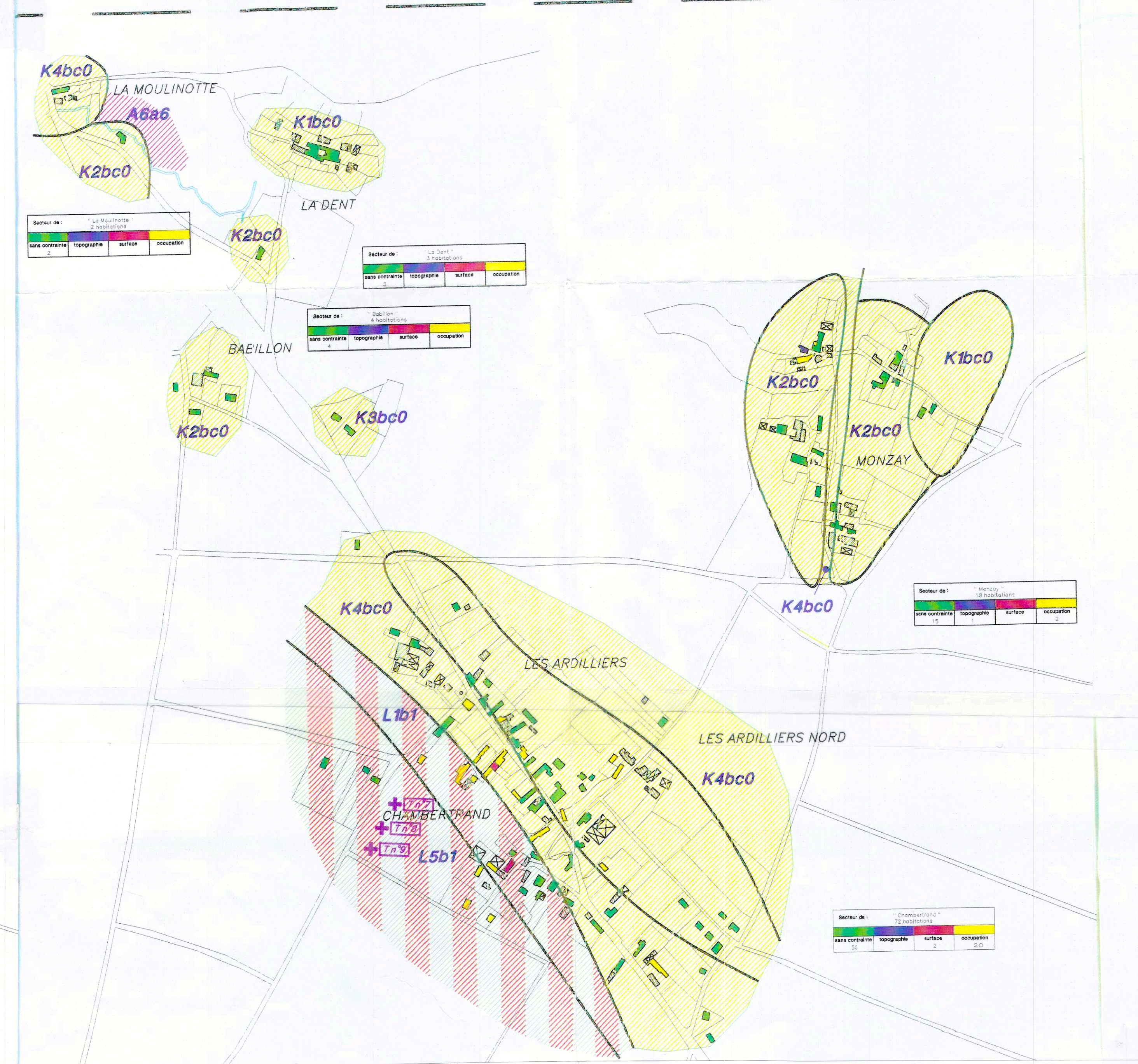
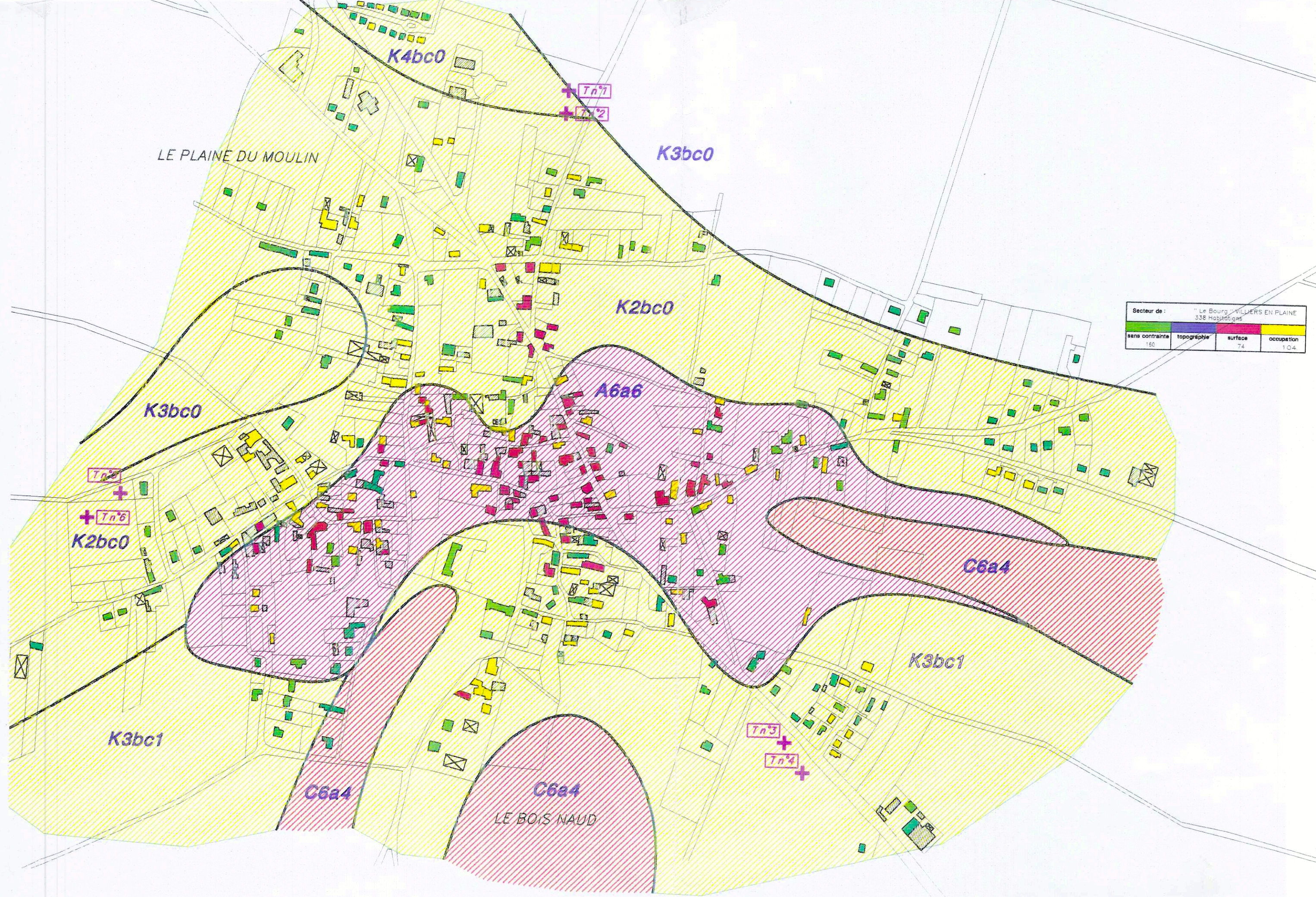
CLASSE COULEUR	APTITUDE A L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL	CONTRANTES PRINCIPALES	DISPOSITIFS PRECONISES
I	Site satisfaisant, ne présentant aucune contrainte majeure pour l'application de la réglementation des effluents	Néant	Tranchées filtrantes
II	Site globalement satisfaisant, soumis cependant à des contraintes de nature topographique ou géologique	Profondeur de sol insuffisante	Tranchées filtrantes sur sol renforcé
III	Site globalement satisfaisant, mais présentant des contraintes importantes pour l'application de la réglementation des effluents	Profondeur de sol insuffisante	Filtre à sable vertical sur renforcement
IV	Site ne respectant pas les contraintes majeures	Topographie défavorable	Tranchée de traitement des effluents

LEGENDE DE L'ANALYSE DE L'HABITAT

(Green)	habitat sans contrainte de réhabilitation de l'assainissement individuel
(Blue)	habitat présentant une contrainte de topographie, sans défavorable du terrain, réhabilitation
(Yellow)	habitat présentant une contrainte d'occupation, cours, jardins, vergers, etc.
(Pink)	habitat présentant une contrainte de surface, superficie insuffisante pour la réalisation de traitement collectif

Echelle 1/5000
Juillet 1996

Société d'Etude des Sols pour l'Aménagement de l'Espace Rural
S.E.S.R.
11, rue de la République
88700 COULMERS
Téléphone : 49 37 59 59 - Télécopie : 49 37 59 70



Commune de Villiers en Plaine
Plan du zonage assainissement collectif

